

SCANDALEUX

LICENCIEMENT

MENT

A LA BISCUITERIE « GONDOLLO »

Scandaleux licenciement d'un ouvrier par un « patron de droit divin ».

N° 491 — Jeudi 27 FEVRIER 1958

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE : 30 francs.

LA VERITE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION : 5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

UN jeune ouvrier de la biscuiterie Gondollo, à Maisons-Alfort, Claude Raguin, syndiqué C.G.T., vient d'être licencié dans des conditions proprement scandaleuses. Comme il sortait de l'usine, le 18 février 1958 à 17 heures, sa journée de travail terminée, le chef du personnel et un gardien procédaient à une fouille. Ils trouvèrent dans sa serviette, parmi d'autres journaux, trois exemplaires de « La Vérité » n° 189. Conduit aussitôt au bureau du directeur, Raguin se vit licencié séance tenante, en application de « l'article 35 du règlement intérieur ». Cet article 35, parfaitement illégal, prévoit le

« LA VERITE »
(suite page 2)

DROIT DU PEUPLE ALGERIEN A DISPOSER DE LUI-MEME !

LES traditionnels discours dominicaux ont été l'occasion pour les hommes politiques de montrer une fois encore les graves désaccords qui les séparent.

Si Félix Gaillard, après qu'une providentielle grippe lui ait évité d'affronter le parlement, continue d'observer un silence prudent, Christian Pineau parle toujours beaucoup. On se souvient qu'il avait déclaré à l'un des plus importants journalistes américains, Alsop, que « l'affaire de Sakiet était une tragique erreur dont le commandement militaire portait toute la responsabilité », puis qu'il s'était hâté de « démentir », ce qui avait provoqué une cinglante réplique du reporter. Comme tous les membres du gouvernement, il avait endossé le bombardement de Sakiet, approuvé les militaires.

On peut donc se demander pourquoi il déclarait dimanche : « Quoi qu'il arrive et quelles que soient les perspectives, c'est le gouverne-

ment et lui seul qui doit donner les instructions nécessaires pour l'exécution de sa politique. Il ne peut y avoir dans une République comme la nôtre des fonctionnaires civils ou militaires qui puissent orienter la politique du gouvernement en dehors de la volonté de celui-ci ». N'est-ce pas clair, le ministre des Affaires Etrangères ne dément-il pas son propre démenti ?

Il est vrai qu'il disait ces mots dans un discours où il réaffirmait son espoir de voir « s'ouvrir un avenir de collaboration entre la France et la Tunisie », discours destiné à « l'exportation », et il a dû être ravi d'apprendre que le « New-York Herald Tribune » de lundi avait jugé ses propos « modérés ». Il n'en demande pas plus.

Pour Duchet, le leader indépendant, on va vers un « nouveau Munich, une humiliante capitulation devant les exigences du F.L.N. », pour Guy Mollet, au contraire « il faut tout mettre en œuvre pour reprendre les négociations » avec la Tunisie.

F. FORGUE
(Suite page 2.)

La guillotine se graisse à l'eau bénite

Le docteur Guillotin était franc-maçon. C'est pourtant dieu — le dieu de l'église catholique, apostolique et romaine — qui l'inspirait. A tout le moins, s'il faut en croire M. Robert Rouquette qui, dans « La Croix », part en croisade... Pour cette bonne vieille peine de mort !...

« La peine de mort, reconnaissons-le, heurte, de nos jours, la sensibilité... Je me demande, cependant, si ces réactions de notre sensibilité... ne traduisent pas, plutôt, la déchristianisation et la démoralisation de la conscience collective », écrit notre pieux confrère, tenant sans doute à confirmer la thèse d'Edgar Morin, qui a brillamment démontré que le christianisme est essentiellement la religion de la mort — « Parce que la vie humaine n'est pas la valeur suprême, il est des cas où il est licite de l'interrompre en vue d'un bien plus haut... ».

Eh, qui possède ce droit, au nom du dieu de M. Rouquette ?... L'état bien sûr. L'église de Rome s'est toujours inclinée devant le pouvoir établi, parce que « toute autorité vient de Dieu ». Le pape a décoré Franco de « l'Ordre Suprême du Christ », il a béni Sygman Rhee et Ngo-Dinh-Diem, il a envoyé sa bénédiction spéciale au sénateur Mc Carthy, le cardinal Inuitzer a accueilli Hitler à Vienne au son du Te Deum... Même l'état de Staline-Khrouchchev trouve grâce à ses yeux. Il n'y a que l'état soviétique de Lénine et Trotski qu'elle ait condamné. Ce pouvoir-là, qui se donnait pour tâche la réalisation du bonheur sur terre pour tous les hommes, ne pouvait certes pas venir du dieu de ces Messieurs...

Mais, écoutons plutôt M. Rouquette :

« L'Etat, de par Dieu (1), possède le droit de condamner à mort.

« Crains l'autorité, nous dit Saint Paul... Elle est un instrument de Dieu pour faire justice et pour châtier qui fait le mal... Le juge assure le respect de la loi morale, de la loi naturelle et, de par Dieu, il est l'instrument du châtiment des coupables » — tout particulièrement quand il condamne des ouvriers grévistes, des Algériens et autres mécréants.

Mais si le juge qui prononce la sentence de mort ne croit pas au dieu de Pie XII, de Franco, de Mc Carthy, de Ngo-Dinh-Diem et de M. Rouquette ?... Peu importe :

« Quant au châtiment du coupable au nom du Dieu créateur, voilà bien une notion étrangère à nos législateurs. Cependant, objectivement, il n'est pas nécessaire que le législateur ait conscience des fondements métaphysiques de sa mission pour que les droits qu'il exerce soient légitimes ».

Il vaut mieux pourtant, dans son propre intérêt, que le juge soit catholique ; ça lui donnera bonne conscience. Il faut une religion pour les juges :

« Les défenseurs de la peine de mort se rendent-ils compte que, pour être cohérentes, leurs positions impliquent la croyance en un ordre moral transcendant... c'est-à-dire, en définitive, la croyance en un au-delà... ».

Ah ! Ces bons vieux bûchers de l'Inquisition, quand même !... De la Très Sainte Inquisition ! Ils ne heurtaient pas, eux, la « sensibilité » !

Au fait ! Mais, que penser du jugement d'un certain curé d'Uruffe, que l'Eglise a tout fait, avec succès, pour sauver de la guillotine ?... M. Rouquette n'en souffle mot. La peine de mort au nom de dieu, c'est clair, ne vaut que pour le vulgaire. Pas pour les prêtres !

x x x

La société communiste abolira, parmi bien des horreurs archaïques, la peine de mort. Les criminels de droit commun relèvent du psychiatre, d'un traitement, d'une rééducation appropriée (2). Cette conception, de nos jours, est celle de tous les esprits de progrès. Elle ne saurait être celle de cette force essentiellement réactionnaire qu'est l'Eglise Catholique. Soit ! Mais si la croix et la guillotine font alliance, la première pourrait bien, demain, suivre la seconde. A la feraille...

R. MONGE.

(1) C'est M. Rouquette qui met des majuscules à « état » comme à « dieu ».

(2) La plupart des crimes de droit commun, fruits de la misère, des taudis, etc..., disparaîtront d'ailleurs d'eux-mêmes.

DONT ACTE :

Une mise au point de « France-Soir »

Dans « LA VERITE » du 13-2-58, nous avons publié la mise au point adressée à « France-Soir » par notre camarade P. Lambert. On se souvient que « France-Soir » avait publié une information selon laquelle le local du P.C.I. avait été perquisitionné et des militants trotskystes interrogés par la police au sujet de l'explosion d'une bombe à l'Assemblée Nationale.

Nous avons reçu de M. Charles Gombault la lettre recommandée en date du 15-2-58, dont voici la teneur :

15 février 1958

Monsieur,

Au reçu de votre lettre recommandée du 7 février, j'ai prié le chef de nos services des Informations de bien vouloir faire une enquête sur les conditions dans lesquelles nous avons été amenés à dire que des perquisitions avaient été effectuées au « Parti communiste internationaliste (trotskyste) ».

Il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé qu'un de nos rédacteurs avait recueilli la déclaration de certains fonctionnaires de la police, précisant que quelques membres du P.C.I. avaient été entendus à la suite de l'explosion d'une bombe à l'Assemblée Nationale.

S'il est exact qu'il ne s'agit pas de perquisition, il ne m'est pas possible de vous laisser dire que le rédacteur de cet article avait « la volonté, même équivoque, de guider les pas de la police vers notre organisation ». Les journalistes n'ont point pour habitude de servir d'indicateurs à la police.

Nous passerons, dans un de nos prochains numéros, un dont acte faisant état de l'absence de perquisition.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations.

Charles GOMBAULT.
(Suite page 2.)

Henri Geneste jugé le 27 février

Le jeune ouvrier métallurgiste Henri Geneste, emprisonné pour son action pour la paix en Algérie, passe en jugement devant le tribunal correctionnel de Lille le 27 février. En même temps que cette

nouvelle, nous sommes heureux de pouvoir annoncer à nos lecteurs qu'un Comité pour sa défense a été constitué. Voici le communiqué qu'il nous a adressé, ainsi qu'à toute la presse :

A l'heure où des forces puissantes et diverses ne négligent rien pour creuser un abîme entre le peuple français et le peuple algérien, un jeune ouvrier métallurgiste, Henri Geneste, père de 2 enfants, va passer en jugement le 27 février devant le Tribunal Correctionnel de Lille pour avoir manifesté par ses actes sa fidélité à son idéal de fraternité entre les deux peuples.

Henri Geneste est accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat pour avoir aidé des militants du Mouvement National Algérien à l'édition de tracts. Il a déclaré avoir

agi de la sorte parce qu'il était d'accord avec le contenu de ces tracts, qui revendiquaient pour le peuple algérien le droit à disposer de lui-même, et condamnaient le terrorisme aveugle, comme incompatible avec les objectifs démocratiques poursuivis par le peuple algérien.

Les jeunes subissent plus directement que quiconque les conséquences de la guerre d'Algérie. C'est pourquoi un groupe de militants des Auberges de Jeunesse, dont Henri Geneste était un membre actif, a pris l'initiative, le sachant

emprisonné pour avoir agi dans le sens de la paix et de la fraternité qui font partie intégrante de l'idéal juste, de constituer un Comité pour sa défense.

Ils appellent tous les militants ouvriers, tous les démocrates, tous les jeunes, même s'ils n'approuvent pas nécessairement la manière dont Henri Geneste a mis en pratique cet idéal de paix et de fraternité, à se joindre à eux pour défendre ce jeune ouvrier victime de la répression pour avoir conformé son action à ses idées.

(Suite page 3.)

Dans la fonction publique...

(Suite de la page 4)

le dégoût des travailleurs pour cette dégradation de leurs revendications...

Mais aujourd'hui, devant la colère de la base, a qui les réduit ce régime ?...

sées les organisations jaunes de la C.G.C. ou des « cadres supérieurs »...

Bientôt — et le plus tôt sera le mieux ! — il faut que les pouvoirs publics sentent qu'il y a autre chose en face d'eux...

Les 15.000 fr. mensuels égaux pour tous, en l'attente d'un traitement de base suffisant (appliqué à une hiérarchie plus réduite)...

SCANDALEUX LICENCIEMENT

(Suite de la page 1)

renvoi de tout ouvrier qui se sera rendu « coupable » de « d'introduire des imprimés, tracts, journaux, etc. »...

Il est clair que M. Scelles, grand patron de la biscuiterie Gondolo, se croit encore au 19e siècle...

Dont acte

(Suite de la page 1)

Cette lettre appelle deux commentaires :

Demande à l'Union départementale, à la Fédération et à la Confédération de tout mettre en œuvre afin de créer les conditions de réussite d'un tel mouvement.

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY 53, r. de la Procession - Paris XV

UNE RESOLUTION DU SYNDICAT F.O.

DES METAUX DE NANTES

Le syndicat ouvrier des métaux « Force Ouvrière », réuni en Assemblée générale le 25 janvier 1958 à la Bourse du Travail de Nantes...

Constate : — que les conditions de vie des métallurgistes, ainsi que celles de l'ensemble de la classe ouvrière, se sont considérablement détériorées...

Estime nécessaire de procéder à une analyse attentive du déroulement des dernières luttes revendicatives, afin d'en tirer les leçons pour l'avenir.

Elle constate, en premier lieu, que les métallurgistes de Loire-Atlantique se sont trouvés isolés et ont dû faire face à l'ensemble du patronat...

Proclame que seuls les rapports de force peuvent faire reculer patronat et gouvernement ; Se fait l'interprète de la volonté ouvrière de voir ses conditions de vie améliorées...

Demanda qu'une solution négociée mette fin à la guerre d'Algérie ; Déclare, en outre, que seul le mouvement généralisé peut, par son ampleur faire triompher les revendications ouvrières ;

Demande à l'Union départementale, à la Fédération et à la Confédération de tout mettre en œuvre afin de créer les conditions de réussite d'un tel mouvement.

Droit du peuple algérien...

(Suite de la page 1)

grandeurs. Non seulement sa mainmise directe en Algérie, mais son influence dans toute l'Afrique du Nord est remise en question.

LES TRAVAILLEURS PEUVENT IMPOSER LEUR SOLUTION

Ce n'est pas parce que l'internationalisation du problème algérien entre dans une phase active qu'il en résultera automatiquement une solution de ce problème.

L'impérialisme américain aurait, certes, la force d'en imposer une, et certains y songent qui disent qu'il vaut mieux mécontenter les Français que de courir le risque de connaître des explosions révolutionnaires en Afrique du Nord.

Mais si l'impérialisme américain impose une solution, ce n'est pas seulement une crise ministérielle que l'on risque de voir en France, mais une crise de régime. Et la « paix sociale » en Europe est sans doute encore plus importante pour l'Amérique que la situation en Afrique du Nord.

Les dilemmes, les contradictions des impérialismes ne nous intéressent que pour autant qu'ils sont des éléments de la situation, et qu'ils indiquent clairement les possibilités révolutionnaires qu'elle renferme.

NI une solution Murphy, ni une solution Pineau, ni même une solution Bourguiba ne serait conforme à la volonté du peuple algérien, et aux intérêts de leurs aliés naturels, les travailleurs français.

La paix en Algérie, par la négociation sur la base du droit du peuple algérien à disposer de lui-même, seule la classe ouvrière peut imposer. Si elle intervient, avec ses propres mots d'ordre, si, autour d'elle, toutes les forces démocratiques se rassemblent, il ne fait pas de doute que le fragile échafaud de cartes de la politique bourgeoise sera jeté bas.

Mais si le mouvement ouvrier ne jette pas son poids dans la balance, le règlement se fera inévitablement sur le dos des peuples, au profit des impérialismes.

Il ne reste en l'état. La guerre continue, des hommes sont expédiés en plus grand nombre en Algérie, le parlement s'ingénie à produire à l'infini des lois...

Il ne reste en l'état. La guerre continue, des hommes sont expédiés en plus grand nombre en Algérie...

DANS L'ENSEIGNEMENT...

(Suite de la page 4)

présents ! Seul le M.I. ex-cégestiste présent, qui demande de s'abstenir. Par contre volaient pour l'élargissement de la plate-forme tous les A.E. autonomes présents...

Quelques jours plus tard eut lieu la C.A. fédérale. Une majorité y décida, malgré la carence absolue de Gaillard, d'accorder au gouvernement un nouveau délai de dix jours (« à partir de telle date on va voir ce qu'on va voir »)...

Notre correspondant reproche à nos dirigeants du SNES et de la FEN de « passer leur temps en discussions amicales avec Gaillard et consorts »...

Notre correspondant reproche à nos dirigeants du SNES et de la FEN de « passer leur temps en discussions amicales avec Gaillard et consorts »...

Les exemples illustrent parfaitement l'orientation des ex-cégestistes de l'enseignement. C'est celle de la C.G.T. depuis de longs mois, c'est la politique du P.C.F.

« Les milliers de jeunes qui arrivent dans l'enseignement actuel ignorent ces prétendus problèmes ? Mais il serait criminel, mon cher camarade, de leur offrir plus longtemps que les antichambres de la campagne dont tu fais l'écho sous des militants disciplinés du P.C.F. »...

Un dernier mot. Tu écris : « ce qu'il faut, c'est que les jeunes s'organisent eux-mêmes et qu'ils prennent en main leurs revendications »...

« Plus que satisfait, je suis tout simplement ravi », répliqua Khrouchtchev, sans l'ombre d'une hésitation. « Cela a même dépassé les estimations les plus hardies que nous avons pu faire et bouleversé nos pronostics... »

Geneste

(Suite de la page 1)

Parmi les premières signatures Jean-Louis Bedouin - Robert Benayou - Elle Boisselier - André Breton - Robert Chéramy - Yves Gélouet - Armand Gatti - Henri Guilbert - Alexandre Hébert - Alain Jouffroy - Madeleine Kann - Jean-Jacques Lebel - Claude Lefort - Gérard Legrand - Louis Letourrier - Daniel Martinet - Pierre Monnatte - Edgard Morin - D. Mothé - Benjamin Péret - Marceau Pivert - Eugène Quet - Alfred Rosmer - Jean Rous - Paul Ruff - Bernard Saby.

En outre, 540 signatures de jeunes des Auberges de Jeunesse ont déjà été recueillies en 8 jours.

D'autre part, le Congrès National de la Fédération unie des Auberges de Jeunesse a voté le 16 février une résolution demandant la mise en liberté provisoire d'Henri Geneste.

Si Khrouchtchev s'est plu à étaler ainsi, devant le rédacteur du journal conservateur anglais, un enthousiasme de commande, sans faille, il a préféré garder, par contre, dans une autre occasion, un silence prudent.

Si Khrouchtchev s'est plu à étaler ainsi, devant le rédacteur du journal conservateur anglais, un enthousiasme de commande, sans faille, il a préféré garder, par contre, dans une autre occasion, un silence prudent.

DEVENEZ UN DEFENSEUR DE « LA VERITE »

Nom : Prénom : Adresse :

s'engage à verser, le 1er de chaque mois, la somme de : 100 - 200 - 500 - 1.000 - 2.000 - 5.000 francs (trayer la mention inutile) pour la défense de « LA VERITE ».

Après Sakiet : les « bons offices »

TOUT reste en l'état. La guerre continue, des hommes sont expédiés en plus grand nombre en Algérie, le parlement s'ingénie à produire à l'infini des lois...

Le journal patronal « Les Echos », sous le titre : « Le calme social actuel », constate : « le mois de février 1958 apparaît sans doute comme la période la moins perturbée que l'on ait connue depuis longtemps ».

Et pourtant, chacun le sent sinon le comprend, l'imbroglie extraordinaire engendrée par le raid de terreur de Sakiet-Sidi-Youssef a ouvert une nouvelle étape dans la désagrégation de l'impérialisme français.

« Il est pleinement réalisé, aussi bien à Londres qu'à Washington, qu'il n'y a pas de solution effective dans les relations entre la France et la Tunisie sans un règlement en Algérie. Il est également réalisé, aussi bien à Paris qu'à Londres, qu'il n'y a pas de solution effective dans les relations entre la France et la Tunisie sans un règlement en Algérie ».

« La plus grande discrétion régnait au Quai des Orfèvres. Une vingtaine de fascistes appartenant au mouvement de Biaggi et à « Jeune Nation » ont été entendus, ainsi que des trotskystes ».

« D'autres opérations policières furent effectuées au mouvement « Jeune Nation » et UNE chez les trotskystes ».

« UNE chez les trotskystes... Ne comptons certainement pas sur les canailles sinistres pour rectifier ! Ils n'ont pas publié le communiqué de presse que nous leur avions envoyé le 8 février 1958. Il est bon, malgré tout, de prendre les Fajon et autres « horez la main dans le sac ! ».

la mission Murphy. Que l'impérialisme français « disparaisse » du bassin méditerranéen et d'Afrique, l'impérialisme américain s'en consolera, mais un bourgeois n'est digne de la valeur des bons offices anglo-américains. Dans le langage impérialiste, des « bons offices » signifient, sous une forme ou sous une autre, main-mise américaine, éviction « graduelle » de l'impérialisme français, comme il le propose l'Observer.

La lutte des peuples colonisés et semi-colonisés, pour conquérir leur indépendance nationale ne peut s'arrêter à la conquête de l'indépendance politique. Celle-ci, qui représente néanmoins un pas en avant, est immédiatement utilisée par l'impérialisme pour tenter d'éduquer un milieu communautaire de la religion ou de la culture, ce qu'est à la base des aspirations des masses arabes à unité, c'est une communauté de problèmes à résoudre : la terre aux fellahs, le retour à la nation des riches par la solution anti-impérialiste. Certes l'indépendance politique, concédée à la bourgeoisie et à la caste des propriétaires fonciers autochtones par crainte des masses peut représenter pour un temps un écran protecteur contre les revendications des masses. L'impérialisme s'efforce d'aider Bourguiba pour l'impérialisme s'explique aisément. Seulement, pour l'Algérie, le problème est considérablement compliqué par la structure sociale spécifique de ce pays et la quasi-inexistence d'une bourgeoisie algérienne autres qu'euro-péenne. De ce fait, peuvent s'imbriquer dans le temps la solution des problèmes de l'indépendance politique et de ceux de l'indépendance nationale.

« La question n'est pas de savoir si l'URSS se trouve implantée pour de bon dans la Méditerranée, mais si les nations occidentales en seront expulsées. Il faut craindre qu'en s'obstinant dans sa politique passée, la France non seulement ne disparaisse du bassin méditerranéen, mais qu'elle disparaisse également de l'Afrique et que la présence occidentale ne disparaisse avec elle ».

« La question n'est pas de savoir si l'URSS se trouve implantée pour de bon dans la Méditerranée, mais si les nations occidentales en seront expulsées. Il faut craindre qu'en s'obstinant dans sa politique passée, la France non seulement ne disparaisse du bassin méditerranéen, mais qu'elle disparaisse également de l'Afrique et que la présence occidentale ne disparaisse avec elle ».

« La question n'est pas de savoir si l'URSS se trouve implantée pour de bon dans la Méditerranée, mais si les nations occidentales en seront expulsées. Il faut craindre qu'en s'obstinant dans sa politique passée, la France non seulement ne disparaisse du bassin méditerranéen, mais qu'elle disparaisse également de l'Afrique et que la présence occidentale ne disparaisse avec elle ».

« La question n'est pas de savoir si l'URSS se trouve implantée pour de bon dans la Méditerranée, mais si les nations occidentales en seront expulsées. Il faut craindre qu'en s'obstinant dans sa politique passée, la France non seulement ne disparaisse du bassin méditerranéen, mais qu'elle disparaisse également de l'Afrique et que la présence occidentale ne disparaisse avec elle ».

« La question n'est pas de savoir si l'URSS se trouve implantée pour de bon dans la Méditerranée, mais si les nations occidentales en seront expulsées. Il faut craindre qu'en s'obstinant dans sa politique passée, la France non seulement ne disparaisse du bassin méditerranéen, mais qu'elle disparaisse également de l'Afrique et que la présence occidentale ne disparaisse avec elle ».

l'Algérie. Elle ne représente tout autre chose pour l'impérialisme français que le Viet-Nam. Et les conséquences d'une « vietnamisation » du Maghreb, de quel côté que l'on examine l'affaire, ne peuvent qu'être explosives pour la survie du régime bourgeois en France même.

La politique de Bourguiba s'éclaire après l'affaire de Sakiet. Le « bourguibisme », c'est-à-dire la politique qui laisse, avec l'autonomie interne, intactes les positions impérialistes françaises en Tunisie, abritées derrière le paravent de l'état tunisien dirigé par Bourguiba, a fait faillite. Il n'a pas dépendu du chef du Neo-Destour qu'il en soit ainsi.

La révolution algérienne a porté les coups les plus décisifs à sa politique. Bourguiba, si à profit de la lutte des masses algériennes pour acquérir l'indépendance politique, est aujourd'hui menacé, lui aussi, d'une mainmise « explosive », par les développements de l'insurrection en Algérie. Les impérialismes français s'avancent, traqués, c'est ce qui fait écrire à Courtade, dans « L'Humanité » du 21 février 1958 :

« De quelque façon que l'on envisage les choses, et même en se plaçant du point de vue de ceux qui repoussent la solution de l'indépendance de l'Algérie, l'intervention anglo-américaine est un malheur ».

Les staliniens se placent toujours du point de vue des intérêts de leur propre impérialisme et ont, dans ce sens, raison. Mais les intérêts du prolétariat français sont à envisager d'un autre point de vue. La « Démocratisation » (« ovatisation ») de l'empire colonial français peut être évitée seulement par la réalisation de l'indépendance nationale, c'est-à-dire de la rupture complète des liens entre les « colonies » et « l'impérialisme ». C'est-à-dire par une politique révolutionnaire qui prendra son point d'appui sur les luttes des peuples opprimés et sur l'accomplissement des tâches anticapitalistes du prolétariat français.

« Le retard de certains souverainismes nous procure, en ce début

« Le retard de certains souverainismes nous procure, en ce début

Khrouchtchev est ravi

« Plus que satisfait, je suis tout simplement ravi », répliqua Khrouchtchev, sans l'ombre d'une hésitation. « Cela a même dépassé les estimations les plus hardies que nous avons pu faire et bouleversé nos pronostics... »

« Monsieur Khrouchtchev est-il satisfait du déroulement de la réorganisation de l'industrie et de la construction ?... Celle-ci provoque-t-elle une plus grande initiative de la part des membres locaux du Parti ?... »

Et, comme aucun problème n'a de secret pour lui, Khrouchtchev poursuivit :

Tout ceci s'explique très facilement. Avant, prédominait chez nous l'esprit administratif dans le travail des entreprises industrielles et agricoles. Les forces du parti, des syndicats, des komsozols se manifestaient, mais d'une façon insuffisante par rapport à leurs possibilités. Maintenant, la décentralisation a déplacé la direction de l'industrie et de la construction vers les lieux mêmes, plus près des entreprises, et des chantiers. C'est pourquoi l'influence du Parti, des syndicats, des komsozols s'est énormément accrue ».

Aussi le résultat ne s'est-il pas fait attendre : la réorganisation de l'industrie et de la construction a permis de recueillir des résultats exceptionnels ».

Et, comme aucun problème n'a de secret pour lui, Khrouchtchev poursuivit :

Tout ceci s'explique très facilement. Avant, prédominait chez nous l'esprit administratif dans le travail des entreprises industrielles et agricoles. Les forces du parti, des syndicats, des komsozols se manifestaient, mais d'une façon insuffisante par rapport à leurs possibilités. Maintenant, la décentralisation a déplacé la direction de l'industrie et de la construction vers les lieux mêmes, plus près des entreprises, et des chantiers. C'est pourquoi l'influence du Parti, des syndicats, des komsozols s'est énormément accrue ».

Aussi le résultat ne s'est-il pas fait attendre : la réorganisation de l'industrie et de la construction a permis de recueillir des résultats exceptionnels ».

Et, comme aucun problème n'a de secret pour lui, Khrouchtchev poursuivit :

Tout ceci s'explique très facilement. Avant, prédominait chez nous l'esprit administratif dans le travail des entreprises industrielles et agricoles. Les forces du parti, des syndicats, des komsozols se manifestaient, mais d'une façon insuffisante par rapport à leurs possibilités. Maintenant, la décentralisation a déplacé la direction de l'industrie et de la construction vers les lieux mêmes, plus près des entreprises, et des chantiers. C'est pourquoi l'influence du Parti, des syndicats, des komsozols s'est énormément accrue ».

« Plus que satisfait, je suis tout simplement ravi », répliqua Khrouchtchev, sans l'ombre d'une hésitation. « Cela a même dépassé les estimations les plus hardies que nous avons pu faire et bouleversé nos pronostics... »

« Monsieur Khrouchtchev est-il satisfait du déroulement de la réorganisation de l'industrie et de la construction ?... Celle-ci provoque-t-elle une plus grande initiative de la part des membres locaux du Parti ?... »

Et, comme aucun problème n'a de secret pour lui, Khrouchtchev poursuivit :

Tout ceci s'explique très facilement. Avant, prédominait chez nous l'esprit administratif dans le travail des entreprises industrielles et agricoles. Les forces du parti, des syndicats, des komsozols se manifestaient, mais d'une façon insuffisante par rapport à leurs possibilités. Maintenant, la décentralisation a déplacé la direction de l'industrie et de la construction vers les lieux mêmes, plus près des entreprises, et des chantiers. C'est pourquoi l'influence du Parti, des syndicats, des komsozols s'est énormément accrue ».

Aussi le résultat ne s'est-il pas fait attendre : la réorganisation de l'industrie et de la construction a permis de recueillir des résultats exceptionnels ».

Et, comme aucun problème n'a de secret pour lui, Khrouchtchev poursuivit :

Tout ceci s'explique très facilement. Avant, prédominait chez nous l'esprit administratif dans le travail des entreprises industrielles et agricoles. Les forces du parti, des syndicats, des komsozols se manifestaient, mais d'une façon insuffisante par rapport à leurs possibilités. Maintenant, la décentralisation a déplacé la direction de l'industrie et de la construction vers les lieux mêmes, plus près des entreprises, et des chantiers. C'est pourquoi l'influence du Parti, des syndicats, des komsozols s'est énormément accrue ».

Aussi le résultat ne s'est-il pas fait attendre : la réorganisation de l'industrie et de la construction a permis de recueillir des résultats exceptionnels ».

Et, comme aucun problème n'a de secret pour lui, Khrouchtchev poursuivit :

Tout ceci s'explique très facilement. Avant, prédominait chez nous l'esprit administratif dans le travail des entreprises industrielles et agricoles. Les forces du parti, des syndicats, des komsozols se manifestaient, mais d'une façon insuffisante par rapport à leurs possibilités. Maintenant, la décentralisation a déplacé la direction de l'industrie et de la construction vers les lieux mêmes, plus près des entreprises, et des chantiers. C'est pourquoi l'influence du Parti, des syndicats, des komsozols s'est énormément accrue ».

Devant les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration.

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

Devant les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration.

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

« Les représentants les plus autorisés des nantis du régime, il n'a pas pu faire autrement que de tirer le bilan exact de la reconversion économique en cours et de sa triste réalité, telle qu'elle apparaît dans les critiques que la bureaucratie russe s'efforce à elle-même dans les colonnes de la presse soviétique avec le vain espoir d'en voir sortir une amélioration. »

P. LAMBERT

E. BOIVIN.

Défense du régime ou défense du pouvoir d'achat ? ...

Nous avons montré, dans notre précédent article, comment la bourgeoisie française était amenée, pour assurer le fonctionnement de son appareil d'Etat, à augmenter massivement ses plus hauts cadres (jusqu'à 100.000 fr. de rallonge par mois).

Il y a un autre aspect de cette politique que la presse syndicale de toutes tendances passe pudiquement sous silence. Les syndicats de la police revendiquent un traitement de base de 48.000 fr. par mois. Le Préfet de Police vient, par ailleurs, d'indiquer à « Paris-Presse » qu'il comptait donner satisfaction aux revendications des policiers. Pour le bon fonctionnement de l'Etat bourgeois, il faut donc que les hauts cadres et l'appareil de répression soient rémunérés.

Ainsi, 48.000 fr. par mois représente ce que la bourgeoisie estime le minimum pour assurer la subsistance de ses policiers. Ce chiffre peut donc être accepté comme base. Mais alors, que penser des revendications dérisoires mises en avant par les syndicats ?... La C.G.T. revendique 160 fr. de l'heure, soit, sur la base de 200 heures, 32.000 fr. mensuels. Les organisations de fonctionnaires : 220.000 fr. hiérarchisés (avec promesse de 240.000 fr.) par an. La modicité de ces revendications, qui ne correspondent en aucune façon ni d'aucune manière avec la hausse du coût de la vie, on prétend la justifier par un souci de « réalisme » : « demander ce qui est possible ». Mais qu'est-ce au juste que ce « possible » ?... La « Vie Française », hebdomadaire financier du grand capital, s'explique nettement à ce sujet. Sous le titre : « La hausse des salaires menace le franc », on y lit :

« Revenir à l'équilibre, c'est réduire la consommation intérieure pour importer moins et exporter davantage. Il faut donc que les hausses de salaires n'augmentent pas le pouvoir d'achat ».

C'est clair, net, précis. La défense du franc, c'est un pouvoir d'achat misérable.

Les revendications « raisonnables » pour lesquelles d'ailleurs les dirigeants syndicaux de toutes tendances se refusent à engager le combat, participent de cette même conception qui guide « La Vie Française » le régime (capitaliste) ne peut supporter des hausses de salaires. Pour la défense du régime, les dirigeants « ouvriers » limitent volontairement leurs revendications, s'efforçant, les dirigeants syndicaux manquent.

En fait, parfaitement intégrés au « régime », les dirigeants syndicaux faillissent à leur fonction, qui est de défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Nous verrons, dans notre prochain article, comment les appareils syndicaux « gestionnaires » sont devenus incapables à leur fonction.

Victor LEPAGE.



Dans l'enseignement secondaire

Grandes et petites manœuvres

Le son de cloche qu'exprime, dans la lettre ci-contre, notre correspondant n'est pas nouveau pour un militant du syndicat de l'enseignement secondaire. Depuis plusieurs mois, une campagne se développe sur ces thèmes, notamment orchestrée par des militants de la tendance ex-cégétiste de l'enseignement, sous la direction de Guilbert et consorts.

Cette campagne particulièrement dirigée contre les responsables parisiens du SNES n'a de sens que si elle se traduit en définitive

par un changement de la direction du syndicat et de sa section parisienne (1). Qui mettra à la tête, sinon les animateurs de la campagne, c'est-à-dire Guilbert et ses amis ?

En soi, la personne d'un responsable syndical n'a que peu d'importance : seule compte en dernière analyse son orientation sur les problèmes essentiels pour le syndiqué, en particulier les problèmes revendicatifs. Voyons donc un peu ce qu'il en est des uns et des autres en la matière.

Notre correspondant a raison de souligner l'extraordinaire dégradation des conditions de travail et de salaire dont sont victimes les enseignants du second degré depuis ces toutes dernières années, et en particulier le personnel auxiliaire et non-enseignant, utilisé au rabais dans des conditions scandaleuses. Une bonne part de l'activité syndicale de ces dernières années a été consacrée à lutter contre cette dégradation et à imposer des mesures d'urgence. Sans

remonter bien loin, prenons deux exemples récents nous permettant de juger l'attitude des uns et des autres sur ces problèmes.

A la dernière Commission Administrative du SNES, fut envisagé le cas où, M. Gaillard se refusant à tout engagement précis en matière de parités externes, la reprise du mouvement suspendu en

NOUS RAPPELONS QUE TOUS NOS LECTEURS, QUELLE QUE SOIT LEUR OPINION, SONT INVITES A PARTICIPER A L'ENQUETE OUVERTE PAR « LA VERITE ».

novembre devrait avoir lieu. Ne voulant pas conditionner cette reprise à l'accord des autres syndicats de la FEN, la C.A. décida que, dans le cas où une décision positive ne pourrait être prise par la FEN le 20 février, le SNES consulterait l'ensemble de ses adhérents sur un mouvement immédiat du seul Second Degré. Nous avons alors posé le problème de la plateforme, proposant d'ajouter aux parités externes (qui n'intéressent que les seuls titulaires en fin de carrière) les revendications des jeunes : A.E., M.A., M.I. et S.E. Cette proposition fut repoussée par une majorité comprenant entre autres les ex-cégétistes, y compris les A.E. Robert CHERAMY (Suit page 3).

(1) Il n'est pas sans intérêt de noter que notre camarade, avec ses collègues de Compiègne, a refusé que des responsables du SNES (dont j'étais) viennent expliquer leur action et entendre le point de vue des syndiqués, devant l'ensemble des enseignants du second degré de la ville — ceci sous le prétexte que cette réunion se serait tenue en période d'élections syndicales à la section parisienne — et par conséquent aurait pu servir la cause (qui n'est donc pas si mauvaise) de l'actuelle direction syndicale. Mais pour notre camarade, il n'est pas question de juger sur pièce et de discuter : il est question de remplacer !

Que pensent les enseignants du second degré ?

Nous avons reçu, sous la signature du camarade Lejeune, l'article que nous publions ci-dessous, sous le titre même que son auteur lui a donné, avec la lettre d'accompagnement que voici :

Chers camarades, Je vous envoie un petit article pour votre enquête « Comment arracher un pouvoir d'achat décent ». Continuez cette enquête ; elle intéresse les nombreux camarades à qui je la fais lire et nous sert dans notre travail et notre action contre la bureaucratie syndicale. Fraternellement,

LEJEUNE, Maître auxiliaire, Compiègne (Oise)

Dans l'enseignement secondaire, la situation s'est brutalement aggravée cette année : la hausse du coût de la vie a dévoré entièrement et au-delà l'augmentation que nous avions obtenue en 1956 et que nous avons touchée en novembre 1957. Maintenant la majorité des enseignants n'arrive plus à boucler le mois. Les conditions de travail sont désastreuses car les locaux sont bondés, les effectifs des classes trop élevés (plus de 40) et le personnel insuffisant (on ne remplace plus les enseignants en congé de maternité...). Actuellement la semaine de plus de 60 heures réelles n'est pas une exception.

Mais il y a aussi un véritable scandale : l'enseignement au rabais. Pour faire exactement le même travail, il y a maintenant 5 catégories d'enseignants avec des différences de salaires allant du simple au double. Naturellement c'est pareil pour les augmentations de salaires, si maigres soient-elles. Ce travail au rabais concerne maintenant la grande majorité des enseignants (des 3/4) et par-dessus tout, tous les jeunes.

Les bureaucrates syndicaux du SNES (FEN) portent la responsabilité de cette situation scandaleuse. Ils font des discours sur la « démocratie » mais se dépêchent de l'étouffer, en particulier en empêchant les jeunes de s'exprimer, en privant la base de toute ressource financière, en donnant la

majorité des postes à la direction syndicale aux catégories les mieux payées (quoique les moins nombreuses)... La colère grandit parmi les syndiqués à ce sujet.

Les bonzes syndicaux passent leur temps à agiter de vieux problèmes, à bavarder sur les tendances alors que les milliers de jeunes qui arrivent dans l'enseignement actuellement ignorent ces prétendus problèmes, refusent de s'occuper de discussions byzantines et réclament un salaire décent et l'abolition du système de l'enseignement au rabais.

Les pontes syndicaux consacrent une bonne partie de leur temps à saboter les grèves, à désorienter les syndiqués et à saper leur combativité. C'est ainsi que lors des grèves tournantes de novembre, après avoir clamé leur décision de se battre, ils ont changé plusieurs fois la date de grève, pour les supprimer enfin : l'un de ces pontes a déclaré sans rire « que nous avions obtenu un succès sans égal depuis 1945 » (sic). Mais on ne s'en est pas aperçu lorsqu'on a été payé. Pluôt le contraire. Ils se moquent de nous. Maintenant ils passent leur temps en discussions amicales avec Gaillard et Consort et nous annoncent de temps en temps par circulaire bureaucratique « qu'à partir de telle date, on va voir ce qu'on va voir ». On attend toujours. Mais cette année nous avons été battus à plate couture.

Malgré tout, les jeunes qui maintiennent fortement la majorité du SNES sont bien décidés à ne pas se laisser faire. Tout le monde est d'accord pour balayer le plus vite possible les bonzes syndicaux et leurs discussions stériles. Les jeunes ont assez du paternalisme des bureaucrates du SNES qui parlent sans cesse de l'importance « des problèmes jeunes » (sic) mais qui refusent de laisser la direction syndicale aux jeunes qui représentent maintenant la majorité. Ce qu'il faut, c'est que les jeunes s'organisent eux-mêmes et qu'ils prennent en main leurs revendications : augmentation égale pour tous, suppression de l'enseignement au rabais, démocratie syndicale en fait et non en paroles.

Dans la fonction publique

IL FAUT SORTIR DE L'IMPUISSANCE

LES plans gouvernementaux de minimisation et de division des problèmes de la Fonction Publique ont, jusqu'à ce jour, pleinement réussi !

En une première étape, ils ont réparti sur 3 ans des augmentations dont ils savaient que le montant serait — en fonction d'une somme à la base trop insuffisante — pour presque toutes catégories (jusqu'à l'indice 400 environ) plus qu'annulé par les hausses de prix hausses et inflation préparées par toute la politique de la bourgeoisie. Pendant tout ce temps, de 1955 jusqu'au terme d'octobre 1958, ces gouvernants n'ont lâché, par morceaux, que 5.000 fr. à la base qui (une fois hiérarchisés en novembre 1958) n'aurait apporté que 10.000 fr. à l'indice 200, indice moyen de la grande majorité des carrières.

Toutefois, ces manipulations apporteront, au chef d'une grande administration, à l'indice 850, une augmentation mensuelle de 42.500 fr. et aux « reclassés spéciaux » des échelles-lettres, une augmentation variant entre 50.000 fr. et 100.000 fr. mensuels ! En effet, brisant les cadres d'une hiérarchie déjà antérieurement manipulée contre l'avis des syndicats, le gouvernement Mollet avait — en accordant en trompe-l'œil des mesures de bonifications dérisoires aux cadres D et C — préparé substantiellement l'ouverture de l'éventail hiérarchique pour les cadres supérieurs.

Jolie « démocratisation », mais préfiguration de « l'harmonisa-

tion » telle que l'espèrent technocrates et gouvernants (la même opération « d'harmonisation » est en préparation à l'E.D.F.).

Dans le même temps où ces gouvernants lâchaient les brides aux vaillants larbins des échelles-lettres, ils lâchaient les quelques billets de mille du « rappel » à l'E.D.F., de façon à briser les effets d'une soudure revendicative qui se développait entre ces travailleurs et ceux de la Fonction Publique (on se souvient des appels des Services publics de la Loire-Atlantique).

A l'E.D.F., bureaucrates des fédérations F.O., C.F.T.C. et C.G.T. crièrent victoire, au plus fort de leur voix, pour aider à couvrir et à assurer cette coupure entre deux secteurs dont la conjonction eut été de nature à entraîner une grève générale aux effets désastreux... pour l'Etat bourgeois.

Mais, ce beau travail accompli, les catégories mopennes étaient abandonnées (cadre B et début cadre A) et leur gène face à la hausse des prix s'accroissait, tout comme la misère dans les cadres D et C. Il reste donc une base de traitement (220.000 en novembre prochain) qui ne correspond — et à terme encore ! — qu'à peine à la moitié (même en y ajoutant l'indemnité de résidence dont sont exclus les pensionnés) de ce qui est nécessaire — aux échelons de base — pour vivre décemment aujourd'hui. Que les syndicats qui ont concentré, pendant ces 4 années, tous leurs efforts pour limiter les revendications à un niveau

« compatible » avec les « disponibilités » constamment et volontairement rétrécies de la bourgeoisie, revendiquent seulement cette dérisoire solution « immédiate », cela mesure la faillite de leur inaction.

Voici un tableau des résultats de ce « réalisme » :

Alors que la vie a augmenté depuis 1955 de 40 % au minimum, les traitements des basses et moyennes échelles ont augmenté, selon les catégories, de 35 à 45 %, mais ceux des hautes catégories de 45 à 121 % !! En fait de « reclassement », non seulement « le reclassement » n'a joué que pour les cadres supérieurs (qui se sont enhardis de ce recul des positions de la masse de leurs subordonnés pour devenir de plus en plus acharnés à discuter leurs droits syndicaux et leurs libertés), mais toute les parités établies par les syndicats antérieurement ont été détruites en faveur de l'arbitraire du pouvoir. Utilisant l'appât que représente, dans cet effondrement du traitement, la valeur de l'indice hiérarchique, les pouvoirs publics ont poussé et développé les sentiments technocratiques comme les amours-propres corporatistes dans une lutte pour des conquêtes indiciaires, lutte qui a aidé à compléter le tableau de division et de dispersion des combats. Plus vite que la dévalorisation, plus vite que « le déclassement », avançait

R. ARTAUD. (suite page 2)